

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

OBJET DU MARCHE

2022-CR-01

Marché pour la modernisation et l'extension du centre de tri du SYMEVAD

AVENANT N° 2

Entre les soussignés :

D'une part :

Le SYMEVAD, dont le siège est situé 60, rue Mirabeau Prolongée CS 1014 – 62141 EVIN MALMAISON, représenté par son Président Monsieur Christian MUSIAL.

Et

D'autre part,

Le groupement EBHYS/GSE/Avantpropos/V2R Ingénierie et Environnement, représenté par son mandataire, la société EBHYS, titulaire du marché de travaux pour la modernisation et l'extension du Centre de Tri du SYMEVAD, dont le siège est situé ZA la Cigalière III – 84250 LE THOR, représentée par Monsieur MILLES Philippe.

DESIGNATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Désignation du Maître d'ouvrage : **SYMEVAD**

60, rue Mirabeau Prolongée - CS 10 014 - 62141 EVIN MALMAISON Cedex

☎ 03 21 74 35 99

✉ h.krolkowski@symevad.org

Représenté par : **Monsieur MUSIAL Christian, Président du SYMEVAD**

Ordonnateur : Monsieur MUSIAL Christian, Président du SYMEVAD

Comptable assignataire des paiements : M. le Receveur de la trésorerie municipale d'Hénin-Beaumont

DESIGNATION DU TITULAIRE

Désignation du titulaire : Groupement EBHYS/GSE/Avantpropos/V2R Ingénierie et Environnement

Mandataire du groupement : société EBHYS

Adresse : ZA la Cigalière III – 84250 LE THOR

☎ Téléphone :

✉ mail : p.milles@ebhys.com

Représenté par : Monsieur MILLES Philippe

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

Le 8 juillet 2022, le SYMEVAD a publié un appel public à concurrence relatif au marché de conception-réalisation portant sur la modernisation et l'extension de son Centre de Tri (ci-après le « Marché ») sur le JOUE, le BOAMP et marchespublics.com.

Le Marché a été attribué au groupement EBHYS/GSE/Avantpropos/V2R Ingénierie et Environnement (ci-après le « Groupement »), pour un montant de 18 975 950 € HT, par Délibération n° 2023-01 du Comité syndical en date du 6 février 2023.

Le Marché a donné lieu à la conclusion d'un premier avenant le 7 mars 2024 dont l'objet était la prise en compte de travaux complémentaires (à la demande du SYMEVAD) et la prise en compte du coût de la PSE. L'avenant n°1 a conduit à augmenter le montant du Marché de 74 437,60 € HT.

ARTICLE 2 : OBJET DU PRESENT AVENANT

Le présent avenant a pour objectif d'acter les ajouts ou les suppressions de prestations dans le cadre des travaux portant sur l'extension et la modernisation du centre de tri d'Evin Malmaison.

Les prestations modifiées dans le cadre du présent avenant concernent :

1. Les prestations d'études des sociétés BETREC et PHL Conseils dans le cadre de la réflexion sur le renforcement de la charpente métallique du bâtiment existant,
2. Les travaux issus de la modification des conditions de stockage des aciers,
3. Les travaux issus de la modification de la voirie,
4. Les travaux liés à l'aménagement d'une plateforme de cheminement des agents d'exploitation,
5. Les travaux de terrassement complémentaires liés au défaut de portance du sol,
6. La modification du process via la suppression du dispositif d'aspiration et du réseau de gaines associées.

Les éléments justificatifs de chacune des modifications apportées sont présentés dans le présent avenant.

1. Prise en charge des prestations des société BETREC et PHL Conseils

Le Marché intègre le renforcement de la défense incendie de l'actuel bâtiment d'exploitation abritant les stockages de déchets amont / aval et le process du tri.

Ce renforcement passe notamment par l'installation d'un dispositif d'extinction automatique de type sprinklage. Ce dispositif est constitué par des rampes d'alimentation en eau et des buses de dispersion directement fixées sur la charpente métallique du bâtiment et surplombant ainsi l'ensemble des zones à risques afin d'éteindre un départ d'incendie le plus précocement possible.

La mise en œuvre du sprinklage a nécessité, au préalable, une vérification de la capacité de la charpente métallique à supporter le poids supplémentaire (de l'ordre de 8 à 10 kg/ml) généré par ce dispositif d'extinction.

A l'issue d'une première vérification sur site et de l'étude approfondie des documents d'exécution issus du DOE (dossier des ouvrages exécutés) il est apparu que la charpente métallique de l'actuel bâtiment de tri des déchets ménagers recyclables n'est pas en mesure de supporter le poids d'équipements complémentaires sans la mise en œuvre de travaux de renforcement.

Afin de définir et de quantifier les travaux de renforcements, la société GSE, en charge des travaux de VRD, de gros œuvre et de second œuvre au sein du Groupement a sollicité des études complémentaires auprès de cabinets d'études spécialisés en charpente métallique, à savoir les sociétés BETREC et PHL Conseils.

Ces études complémentaires, non prévues au Marché initial, ont été menées par le Groupement afin de déterminer la nature des travaux de renforcement à mettre en œuvre pour la réalisation des travaux. Ils constituent ainsi des prestations supplémentaires indispensables. Il peut donc être considéré que ces prestations complémentaires peuvent faire l'objet d'une prise en charge financière par le SYMEVAD.

2. Les travaux issus de la modification des conditions de stockage des aciers

Au regard des risques accrus d'explosion et/ou d'incendie liés à la présence de déchets indésirables dans les gisements de déchets d'emballages ménagers recyclables (piles lithium, bouteilles de protoxyde d'azote), le SYMEVAD a sollicité une modification du process consistant à positionner la presse à paquets en extérieur. Cette sortie de la presse à paquets implique la nécessité de créer, également en extérieur, une aire de stockage des paquets d'acier.

La création de cette aire extérieure n'étant initialement pas prévue au Marché et résultant d'une demande de modification du Maître d'ouvrage, la prise en charge financière de cette modification est donc du ressort du SYMEVAD.

3. Les travaux issus de la modification de la voirie

Afin de faciliter la circulation des véhicules de grand gabarit (bus scolaires, camions ...) autour du parking réservé au personnel d'exploitation, le SYMEVAD a sollicité une modification du profil des bordures prévues au Marché.

Par ailleurs, dans le cadre des travaux, le SYMEVAD a souhaité modifier la voirie telle qu'initialement prévue et la renforcer en prévision du passage des véhicules lourds.

Ces modifications, à l'initiative du Maître d'ouvrage, donnent lieu à des travaux complémentaires dont la prise en charge financière est du ressort du SYMEVAD.

4. Les travaux de terrassement complémentaire liés au défaut de portance du sol

En janvier 2024, à l'issue des travaux de terrassement réalisés par l'entreprise EIFFAGE Route (sous-traitant de la société GSE en charge des prestations de VRD) il a été constaté un défaut de portance de la plateforme d'arase.

Au regard des contraintes rencontrées, et afin de permettre une poursuite des travaux, la société EIFFAGE route, en concertation avec la société GSE, a procédé à une purge du terrain par un décaissement complémentaire sur une profondeur 0,8m puis à la mise en œuvre de matériaux d'apport, insensibles à l'eau et permettant de retrouver la portance requise à la poursuite des travaux.

A l'issue de différentes réunions de concertation le SYMEVAD a accepté la prise en charge financière des prestations supplémentaires (travaux de terrassement et apport de matériaux complémentaires) et l'impact sur les délais d'exécution du marché associés de 2 mois.

5. Les travaux liés à l'aménagement d'une plateforme de cheminement des agents d'exploitation

Dans le cadre de la phase de négociation du marché 2022-CR-01 le Groupement a procédé, à la demande du SYMEVAD, à la suppression du double niveau de circulation

de la galerie de liaison entre les deux bâtiments (bâtiment existant et bâtiment extension).

A posteriori, le SYMEVAD et le Groupement se sont aperçus que cette modification occasionnait un cheminement plus contraignant pour les agents d'exploitation du centre de tri depuis la sortie de leurs vestiaires jusqu'à la nouvelle cabine de tri.

Afin d'atténuer cette contrainte de cheminement, le SYMEVAD a demandé au Groupement la mise en œuvre d'une passerelle de liaison reliant la sortie des vestiaires des agents de tri à la cage d'escalier donnant accès à la galerie de liaison.

Cette passerelle évite ainsi la descente des agents de tri au rez-de-chaussée et leur cheminement au sein du centre de tri, notamment à proximité immédiate de la presse à balles.

Cette passerelle implique la réalisation de travaux supplémentaires commandés par le Maître d'ouvrage et devant ainsi être pris en charge par le SYMEVAD.

6. La modification du process via la suppression du dispositif d'aspiration et du réseau de gaines associées.

Après concertation avec l'actuel exploitant du centre de tri, le SYMEVAD a pris la décision de ne pas solliciter la mise en œuvre du dispositif d'aspiration centralisée tel qu'initialement prévu au Marché.

La prestation est, de ce fait, supprimée dans son intégralité et donne lieu à une moins-value sur le montant du Marché.

ARTICLE 3 : MONTANTS DES PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES ET DE LA MOINS-VALUE

Les prestations complémentaires et la moins-value sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

Prestations donnant lieu à une plus-value	Montant €HT
Etudes complémentaires bureau d'études BETREC	30 800,00
Etudes et diagnostic bureau d'études PHL Conseils	10 840,00
Modification du box de stockage des aciers	1 638,00
Travaux de modification de voiries (OS n°4)	1 331,60
Aménagement d'une passerelle de cheminement des agents de tri (OS n°6)	28 083,21
Travaux de terrassement complémentaire lié au défaut de portance du sol	188 888,96
Sous-total plus-value	261 581,77
Prestations donnant lieu à une moins-value	
Suppression du système d'aspiration + réseau	- 133 696,00
Sous-total moins-value	- 133 696,00
MONTANT TOTAL DE L'AVENANT n°2 (€HT)	127 885,77
Montant TVA (20 %)	25 577,15
MONTANT TOTAL €TTC	153 462,92

ARTICLE 4 : INCIDENCE FINANCIERE

Montant du marché	18 975 950
Montant de l'avenant n°1	74 437,60
Montant du marché + avenant 1	19 050 387,60
Montant de l'avenant n°2	127 885,77
Montant du marché + avenants 1 & 2	19 178 273,37
Montant TVA (20 %)	3 835 654,67
MONTANT TOTAL €TTC	23 013 928,04

L'avenant n°2 représente une hausse de 0.674 % du Marché initial.

Le montant cumulatif des 2 avenants, représente une augmentation de 1,07 % du Marché initial.

ARTICLE 5 : FONDEMENT JURIDIQUE DE L'AVENANT

En application de l'article R2194-8 du Code de la commande publique :

Le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens qui figurent dans l'avis annexé au présent code et à 10 % du montant du marché initial pour les marchés de services et de fournitures ou à 15 % du montant du marché initial pour les marchés de travaux, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions prévues à l'article R. 2194-7 sont remplies.

En l'état, le cumul des deux avenants conduit à une augmentation du montant du Marché de 202 323,37 € HT, soit un montant inférieur au seuil européen applicable et représente une hausse de 1,07 %, soit une augmentation inférieure au seuil fixé à l'article précité.

ARTICLE 6 : MODIFICATIONS APPORTEES AU CCAP et au CCATP

L'évolution du chantier et la nécessité de décaler la phase 4 « Démantèlement du process de tri existant » compte tenu de l'impossibilité pour ENEDIS de pourvoir à la fourniture de la puissance électrique requise par le groupement EBHYS/GSE avant le 8 avril 2025, nécessite l'intégration d'un CAT (constat d'achèvement de travaux) « extension », ayant pour objet de constater l'achèvement (avec ou sans réserve) des travaux de bâtiment et de process liés à la phase 2.

L'intégration de ce CAT « extension » implique des modifications au niveau des pièces contractuelles du Marché, à savoir le CCAP et le CCTP.

6.1-Modifications apportées au CCAP

L'article 1.2.2 du CCAP intitulé « décomposition en phase » est remplacé par ce qui suit :

1.2.2 Décomposition en phases

Le marché objet de la consultation se décompose en **4 principales phases**, réalisables dans les délais précis à l'acte d'engagement :

- Phase 1 : Etudes de conception et démarches administratives :
 - o Réalisation des études de conception de l'ensemble des ouvrages ;
 - o L'élaboration et suivi du dossier de demande de permis de construire ;
 - o Le maître d'ouvrage élaborera et assurera l'élaboration du dossier de porter à connaissance. Le titulaire produira les pièces nécessaires à la constitution de ce dossier (plan, étude de risques, ...) et veillera à la prise en compte des aspects réglementaires (arrêtés en lien avec les rubriques ICPE) dans la conception de ses ouvrages.
- Phase 2 : Réalisation des travaux :
 - o Etudes d'exécution, de détail, plan et notes justificatives ;
 - o Préparation de chantier ;
 - o Extension du bâtiment industriel ;
 - o Protection incendie du nouveau bâtiment ;
 - o Réalisation du nouveau process (au sein du nouveau bâtiment) ;
 - o Reprise et création des voiries et réseaux liés ;
 - o Constat d'achèvement de travaux dans le bâtiment extension (livraison du nouveau bâtiment et fin des travaux relatifs au process dans ce même bâtiment) et tous les travaux neufs environnants. Le process du bâtiment extension ne comprend pas les convoyeurs de liaison entre le bâtiment extension et le bâtiment existant.
- Phase 3 : Mise en service :
 - o Mise en point (tests à froid et tests à chaud) ;
 - o Montée en régime ;
 - o Marche probatoire ;
 - o Mise en service industrielle ;
 - o Assistance au bureau d'études en charge de la vérification des performances ;
 - o AOR et réception ;
 - o Formation du personnel.
- Phase 4 : Démantèlement du process de tri existant :
 - o Démantèlement complet des équipements ;
 - o Mise en place de la protection incendie dans le bâtiment existant.
 - o Mise en œuvre des travaux de signalétiques horizontales et verticales, du terre-pierre, des clôtures et d'aménagement des espaces verts dont le relevé du grillage avertisseur du confinement des terres polluées et le modelage du merlon,
 - o Constat d'achèvement de travaux dans le bâtiment existant, y compris les convoyeurs de liaison entre le bâtiment extension et le bâtiment existant ;

L'article 10.1.1.2 du CCAP intitulé « Montant et rythme des règlements » est remplacé par ce qui suit :

10.1.1.2 Montant et rythme des règlements

Le montant des règlements est calculé par référence aux montants définis dans le coût des travaux figurant dans le cadre financier global.

Les prestations détaillées dans cette décomposition et qui ne sont pas achevées lors de l'établissement des projets de décomptes par le Titulaire font l'objet d'une évaluation en pourcentage de la part des prestations exécutées conformément à la décomposition présentée ci-après :

APD, PRO, EXE :

A la réception desdites études : 80% ;

A leur acceptation : 20%.

Ordonnancement, pilotage et coordination du chantier :

A la réception du calendrier définitif d'exécution détaillé : 5% ;

A son acceptation : 5% ;

Proportionnellement à l'avancement de l'exécution des travaux : 80% ;

A la levée de la dernière réserve : 5% ;

A l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement : 5%.

Exécution des travaux hors process :

Proportionnellement à l'avancement de l'exécution des travaux : ~~80%~~ 90% ;

Au constat contradictoire d'achèvement des travaux du bâtiment extension et tous les travaux neufs environnants : ~~5%~~ 2,5% ;

A l'atteinte des performances garanties en instantané : ~~5%~~ 0% ;

A la réception des ouvrages : ~~5%~~ 2,5% ;

A la levée de la dernière réserve de réception : 5%.

Exécution des travaux process :

Proportionnellement à l'avancement de l'exécution des travaux : ~~75%~~ 90% ;

Au constat contradictoire d'achèvement des travaux dans le bâtiment extension. Le process du bâtiment extension ne comprend pas les convoyeurs de liaison entre le bâtiment extension et le bâtiment existant : ~~5%~~ 0% ;

A l'atteinte des performances garanties en instantané : ~~40%~~ 2,5% ;

A la réception des ouvrages : ~~5%~~ 2,5% ;

A la levée de la dernière réserve de réception : 5%.

Dossier des ouvrages exécutés (DOE) :

Réception du pré-DOE : 50% ;

Validation par le maître d'ouvrage du DOE complet et définitif : 50%.

Prestation « essais et MSI » hors « DOE » :

80% à l'avancement de chaque phase (Essais à vide, Montée en charge, Marche probatoire, Mise en service industriel, AOR, Formation du personnel) ;

A l'atteinte des performances garanties en instantané : 10 % ;

A la réception des ouvrages : 5% ;

A la levée de la dernière réserve de réception : 5%.

L'article 14 du CCAP intitulé « Fixation et prolongation des délais » est remplacé par ce qui suit :

14. FIXATION ET PROLONGATION DES DELAIS

Un ordre de service précisera la date à laquelle démarre chacune des phases du présent Marché.

- **Pour la Phase 1**, la notification du Marché au Titulaire pourra valoir ordre de service de démarrer immédiatement ladite phase, en pareil cas, cela est précisé dans la notification. Le cas échéant, le point de départ du délai d'exécution de la Phase 1 du marché est la date fixée par l'ordre de service de démarrage des prestations de cette Phase.
- **Pour la Phase 2**, la date de démarrage de cette phase est communiquée au Titulaire par un ordre de service.
- **Pour la Phase 3**, la date de démarrage de cette phase est communiquée au Titulaire par un ordre de service. Au sein de la phase 3, la date de démarrage de la MSI est communiquée au titulaire par un ordre de service spécifique. L'émission de ce dernier ordre de service est conditionnée par la prononciation du CAT dans les conditions fixées aux l'articles 34.1.7.1/2 et 34.1.9/10 du CCAP,
- **Pour la Phase 4**, la date de démarrage de cette phase est communiquée au Titulaire par un ordre de service.

L'article 34.1.7 du CCAP intitulé « Constat d'achèvement des travaux (CAT) » est remplacé par ce qui suit :

34.1.7 Constat d'achèvement de travaux (CAT)

34.1.7.1 Constat d'achèvement de travaux dans le bâtiment extension (CAT bâtiment extension en phase 2)

Trois semaines avant l'achèvement escompté des travaux dans le bâtiment extension et la version provisoire des Dossiers des Ouvrages Exécutés ayant bien été diffusée, le Titulaire informe le Maître d'Ouvrage et l'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage de la date envisagée pour l'élaboration du Constat d'Achèvement des Travaux du bâtiment extension.

Dans un délai maximal de 10 jours calendaires suivant la réception par le Maître d'Ouvrage de cette demande, il sera fixé, après accord du Maître d'Ouvrage, la date d'une visite contradictoire des installations en présence de toutes les parties concernées (Maître d'Ouvrage, Assistant à Maîtrise d'Ouvrage, bureau de contrôle, Titulaire).

Cette visite a pour objet :

- De contrôler la validité de l'inventaire adressé au Maître d'Ouvrage ;
- De constater que les matériels et fournitures sont conformes aux spécifications et en état de marche ;
- De vérifier que les installations ont été bien exécutées dans les règles de l'art et en conformité avec les spécifications du Marché.

Si certains organes n'ont pas été livrés, ou n'ont pas été montés, s'ils ne sont pas conformes aux spécifications techniques du marché, ni en état de fonctionner, le Titulaire doit, dans un délai à convenir, compléter, monter, remplacer ou remettre en état de fonctionnement les organes défectueux.

Lors de cette visite de Constat d'Achèvement de Travaux du bâtiment extension, un Procès-Verbal contradictoire est rédigé par le Maître d'Ouvrage ou l'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage. Il indique, le cas échéant, les réserves et le délai pour lever les réserves.

Dans un délai maximum de 8 jours calendaires suivant cette visite, le Maître d'Ouvrage porte à la connaissance du Titulaire, sur proposition de l'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage, par voie de ce procès-verbal, sa décision d'acceptation ou de refus du Constat d'Achèvement des Travaux du bâtiment extension.

34.1.7.2 Constat d'achèvement de travaux dans le bâtiment existant (CAT bâtiment existant en phase 4)

Une semaine avant l'achèvement escompté des travaux dans le bâtiment existant, le Titulaire informe le Maître d'Ouvrage et l'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage par lettre recommandée de la date envisagée pour l'élaboration du Constat d'Achèvement des Travaux du bâtiment existant.

Dans un délai maximal de 5 jours calendaires suivant la réception par le Maître d'Ouvrage de cette demande, il sera fixé, après accord du Maître d'Ouvrage, la date d'une visite contradictoire des installations en présence de toutes les parties concernées (Maître d'Ouvrage, Assistant à Maîtrise d'Ouvrage, bureau de contrôle, Titulaire).

Cette visite a pour objet :

- De contrôler la validité de l'inventaire adressé au Maître d'Ouvrage ;
- De constater que les matériels et fournitures sont conformes aux spécifications et en état de marche ;
- De vérifier que les installations ont été bien exécutées dans les règles de l'art et en conformité avec les spécifications du Marché.

Si certains organes n'ont pas été livrés, ou n'ont pas été montés, s'ils ne sont pas conformes aux spécifications techniques du marché, ni en état de fonctionner, le Titulaire doit, dans un délai à convenir, compléter, monter, remplacer ou remettre en état de fonctionnement les organes défectueux.

Lors de cette visite de Constat d'Achèvement de Travaux du bâtiment extension, un Procès-Verbal contradictoire est rédigé par le Maître d'Ouvrage ou l'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage. Il indique, le cas échéant, les réserves et le délai pour lever les réserves.

Dans un délai maximum de 8 jours calendaires suivant cette visite, le Maître d'Ouvrage porte à la connaissance du Titulaire, sur proposition de l'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage, par voie de ce procès-verbal, sa décision d'acceptation ou de refus du Constat d'Achèvement des Travaux du bâtiment extension.

Le Constat d'Achèvement des Travaux du bâtiment extension pourra être accepté même si les travaux de finition ne sont pas terminés (retouches de peinture, calorifuge...) et pour autant que la finition de ces prestations ne perturbe pas la suite du déroulé des opérations de réception, notamment par défaut de sécurité ou gêne notoire, à moins que des solutions provisoires n'aient été convenues avec le SYMEVAD et mises en place pour pouvoir poursuivre le projet le temps de la levée des réserves correspondantes. ~~Le~~ Un Constat d'Achèvement des Travaux du bâtiment extension ne pourra par contre être prononcé que lorsque tous les raccordements électriques auront été effectués.

Le Constat d'Achèvement des Travaux du bâtiment existant pourra être accepté même si les travaux de finition ne sont pas terminés (retouches de peinture, calorifuge...) **mais en aucun cas des travaux liés au fonctionnement des installations ou à la sécurité des personnes et des biens.**

Le Constat d'Achèvement des Travaux bâtiment existant ne pourra être prononcé que lorsque tous les raccordements électriques auront été effectués (bâtiment existant et bâtiment extension).

Ces Constats d'Achèvements des Travaux ne valent pas réception des travaux.

En cas de refus, par le Maître d'ouvrage, de constater l'achèvement des travaux du bâtiment extension ou du bâtiment existant, le procès-verbal mentionne explicitement les raisons du refus (et notamment les omissions, imperfections ou malfaçons majeures constatées) et les délais dans lesquels le Titulaire doit y remédier. Le Titulaire est tenu d'exécuter ou de terminer les travaux incomplets, comme de remédier aux imperfections ou malfaçons constatées, dans les délais susvisés ; une fois ces travaux réalisés et sur demande du Titulaire, une nouvelle visite des installations est organisée aux fins de procéder au

constat d'achèvement des travaux ; un procès-verbal de Constat d'Achèvement des Travaux est dressé sur le champ et contradictoirement à cet effet.

Le fait qu'un défaut de conformité entre les travaux exécutés et les obligations contractuelles du Titulaire n'ait pas été relevé par le Maître d'Ouvrage, ne pourra en aucun cas être invoqué par le Titulaire pour se dégager en tout ou partie de ses obligations contractuelles.

Dans tous les cas, le CAT ne saurait en rien dégager le Titulaire de ses obligations contractuelles en matière de conformité des travaux, en matière de qualité, de performances et de bon fonctionnement des installations.

L'article 34.1.8 du CCAP intitulé « Levée de réserves sur le Constat d'Achèvement des Travaux » est remplacé par ce qui suit :

34.1.8 Levée de réserves sur le Constat d'Achèvement des Travaux

Lorsqu'un Constat d'achèvement des travaux est prononcé, il est procédé par le Titulaire à la levée des réserves dans un délai précisé dans le Constat d'Achèvement des Travaux concerné.

La levée des réserves est consignée dans un Procès-Verbal de levée des réserves élaboré par l'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage et signé par le Maître d'Ouvrage et le Titulaire.

L'article 34.1.9 du CCAP intitulé « Période d'essai à vide » est remplacé par ce qui suit :

34.1.9 Période d'essai à vide

A réception de l'Ordre de Service de lancement de la phase 3, le Titulaire informe le Maître d'Ouvrage et son Assistant du début des essais à vide.

6.2-Modifications apportées au CCTP

L'article 14.9 du CCTP intitulé « Achèvement des travaux » est remplacé par ce qui suit :

14.9 Achèvement des travaux

14.9.1 Constat d'achèvement des travaux, essais et mise en route

Les Constats d'Achèvements des Travaux (CAT bâtiment extension ou du bâtiment existant) ~~est~~ sont émis par le Maître d'Ouvrage ou son assistant à l'issue de visites complètes des installations faites en présence du Titulaire.

Le CAT bâtiment extension ne pourra être prononcé que s'il ne reste que des travaux de finition (retouches de peinture, etc.), mais en aucun cas des travaux liés au fonctionnement des installations ou à la sécurité des personnes et des biens, à moins que des solutions provisoires n'aient été convenues et mises en place pour pouvoir poursuivre le projet le temps de la levée des réserves correspondantes..

Le CAT bâtiment existant ne pourra être prononcé que s'il ne reste que des travaux de finition (retouches de peinture, etc.), **mais en aucun cas des travaux liés au fonctionnement des installations ou à la sécurité des personnes et des biens.**

Chacune des étapes entre les CAT et la MSI sont détaillées dans le CCAP. Seules les grandes lignes sont donc reprises ci-après.

A l'issue du CAT bâtiment existant, le Titulaire est en mesure de démarrer la Mise en Service Industriel.

Avant la Mise en Service Industriel, les essais se font d'abord à vide (vérification du sens de rotation, etc.), puis progressivement en charge en présence de déchets.

Le Titulaire peut arrêter et démarrer les installations autant que de besoin pour la mise au point du fonctionnement.

Les produits récupérés dans les stockages intermédiaires et/ou sortants des machines de conditionnement ne sont pas nécessairement conformes aux PTM des repreneurs. Seuls les lots que le Titulaire souhaite expédier vers les filières de récupération doivent être de la qualité et du conditionnement requis. Un déchet peut passer plusieurs fois sur la ligne de tri, si besoin.

Les déchets utilisés pour la mise au point des installations provenant du Maître d'Ouvrage, ces tonnages viennent en déduction de l'activité de tri assurée sur un autre centre par un autre prestataire. Celui-ci devra donc impérativement être prévenu au minimum un mois à l'avance du planning des besoins du Titulaire.

Cette période est également utilisée pour assurer la formation du personnel d'exploitation et de maintenance pendant une durée qu'il proposera au SYMEVAD dans son mémoire

technique. Le planning de formation du personnel du Titulaire doit tenir compte du roulement des équipes en 2 postes et s'échelonne en conséquence sur plusieurs semaines.

ARTICLE 7 : INCIDENCE EN TERMES DE DELAIS SUR LA PHASE 3

Dans le cadre de son offre finale, le Groupement a intégré la réalisation des tests à froid au sein de la phase 2 de l'opération.

En raison de l'impossibilité pour ENEDIS de pourvoir à une alimentation électrique du site à hauteur de la puissance requise par le Groupement avant le 8 avril 2025, le Groupement doit, de ce fait, procéder aux tests à froid lors de la phase 3 de l'opération.

Afin de tenir compte de ce décalage de planning la durée de la phase 3 est donc prolongée de deux semaines.

Le délai de 2 mois sur lequel s'était engagé le Groupement dans le cadre de son offre finale passe donc à 2,5 mois.

La prolongation de la phase 3 ne donne pas lieu au versement d'un complément de rémunération.

ARTICLE 8 : RENONCIATION

A la date du présent avenant, le Groupement et le SYMEVAD mènent des discussions pour le paiement des frais du co-traitant GSE liés au point 4 de l'article 1 et des discussions pour le paiement d'indemnités liées à l'évènement décrit dans l'article 6, qui pourront être régularisés par voie d'avenant au Marché.

Au-delà des discussions susvisées, le Groupement renonce à toute autre réclamation, demande d'indemnités, recours ou prétention de quelque chef que ce soit portant sur l'objet de l'Avenant.

ARTICLE 9 : APPLICATION

Les dispositions du présent avenant prennent effet à compter de sa notification au Groupement.

Toutes les clauses du Marché initial demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas d'incompatibilité.

Fait en un exemplaire.

**Pour le Groupement,
le**

Le Mandataire

Philippe MILLES

**Pour le SYMEVAD
le**

Le Président

Christian MUSIAL

PROJET